

# Aidons les travailleurs algériens en France

Faute de place nous n'avons pas publié dans notre précédent numéro la résolution adoptée par les participants à la journée d'étude de l'Amicale Générale des Travailleurs Algériens. La voici :

« L'A.G.T.A., amicale qui groupe des travailleurs algériens de France appartenant à des syndicats français en vue d'examiner les problèmes spécifiques de l'émigration algérienne et de rechercher les voies d'une coopération étroite entre les travailleurs algériens et les travailleurs français, a organisé le 2 mars un colloque : y participaient des représentants d'organisations syndicales françaises, d'associations et de mouvements soucieux de préserver et de développer un climat d'entente et de compréhension entre travailleurs algériens et français.

Les participants ont unanimement constaté que la répression systématique, dont l'émigration algérienne fait actuellement l'objet, engendrait une situation extrêmement périlleuse.

Les ratissages dans les grands centres industriels, l'incarcération dans les prisons et les camps d'Algérie de travailleurs algériens de France auxquels, contrairement aux affirmations proférées lors de leur arrestation, aucun acte de violence n'est reproché, aboutissent à creuser chaque jour davantage un fossé entre la population française et l'émigration algérienne.

Ces arrestations ont pour objet, et en tout cas pour effet, de priver les travailleurs algériens de leurs meilleurs cadres ; elles interviennent au moment même où l'A.G.T.A. s'efforce d'établir de nouvelles bases d'entente et de coopération entre la classe ouvrière française et la classe ouvrière algérienne.

Les participants au colloque du 2 mars adressent un pressant appel à toutes les organisations démocratiques en vue d'une action commune pour éclairer l'opinion publique sur le caractère arbitraire de cette répression et sur les dangers qu'elle comporte.

Ils estiment que cette réunion a démontré l'utilité des contacts entre travailleurs français et algériens et souhaitent que le maximum de rencontres analogues soit provoqué aussi bien sur les lieux de travail que dans les localités.

Les participants, enfin, ont réaffirmé « leur conviction qu'une solution négociée du conflit algérien est indispensable pour sauvegarder les liens d'amitié entre Français et Algériens ».

\*\*\*

Quelles sont les revendications particulières des travailleurs algériens en France ?

Voici celles définies par l'Amicale Générale des Travailleurs Algériens (publiées dans le N° 2 de « L'Ouvrier Algérien en France », organe de l'AGTA).

— Droit au travail et à l'embauche, sans discrimination ni restriction.

— Respect du principe : « A travail égal, salaire égal ».

— Egalité complète et réelle de classification dans l'emploi avec les autres travailleurs.

— Attribution aux familles en Algérie des mêmes allocations et prestation de Sécurité sociale et d'Allocations familiales que celles attribuées aux travailleurs français ; paiement direct des prestations d'allocations familiales, sans passer par les caisses algériennes.

— Restitution aux allocataires des milliards dont ils ont été frustrés.

— Droit à l'indemnité de chômage et maintien des allocations familiales lorsque le bureau de placement est incapable de procurer un emploi, et cela sans tenir compte du délai de résidence, ni de la durée antérieure du travail qui éliminent presque tous les travailleurs algériens des fonds de chômage.

— Amélioration de l'habitat par la construction de logements aux frais des employeurs et des pouvoirs publics, construction de centres d'hébergement et aménagement de ceux existant. Administration de ces logements et de ces centres avec le concours des locataires nord-africains et des représentants des syndicats, en dehors de toute ingérence policière.

— Admission dans les centres de formation pro-

fessionnelle accélérée, sans discrimination, ainsi que dans toutes les écoles, cours ou centres de formation ou perfectionnement professionnel ou technique.

— Rééducation professionnelle dans les mêmes conditions que les travailleurs français pour les travailleurs nord-africains qui sont diminués physiquement par suite d'accidents du travail ou de maladies professionnelles.

— Mêmes congés payés ou congés spéciaux que pour les autres travailleurs. Réduction de 50 % sur le voyage aller et retour en Afrique du Nord à l'occasion de ces congés. Possibilité de rester un mois ou deux par an absents de l'entreprise ou de cumuler les congés payés sur deux ans pour permettre aux travailleurs algériens de se rendre dans leur famille avec maintien dans leur emploi, à leur retour. Paiement des allocations familiales pour toute la durée de ces congés.

— Liberté de rentrer en Algérie (abrogation du décret Lacoste du 20 mars 1956).

— Paiement sans retard et sans limitation des mandats que les travailleurs adressent à leur famille.

— Cessation des brimades et tracasseries policières dont sont victimes les travailleurs algériens.

Les Syndicats doivent ajouter ces revendications à leurs programmes revendicatifs. Les ouvriers français doivent aider leurs frères algériens à les obtenir.

## C'est la faute au F.L.N...

La grande presse ne cesse d'alimenter les sentiments racistes contre les Nord-Africains par tous les moyens.

On pourrait aisément remplir plusieurs colonnes de ce journal à relever ce qui remplit cette campagne raciste. Relevons-en quelques-uns :

— Ce fut l'affaire du poste de police de la rue N.-D.-de-Nazareth. Un policier de garde, affolé en voyant s'arrêter une voiture où il y avait des Nord-Africains, tira et blessa plusieurs personnes. Le lendemain, gros titre : Le FLN s'attaque à un commissariat de police. Quelques jours plus tard, aucune rectification. Les Algériens blessés sont-ils toujours poursuivis ?

— Des cambrioleurs dévalisent le coffre-fort d'une usine de la banlieue parisienne. Conclusion, un bel article intitulé : Le FLN effectue un vol pour remplir sa caisse...

— Une explosion se produit en gare de Roanne. Aussitôt en gros titres : Un attentat du FLN contre la SNCF. Le lendemain, dans quelques journaux seulement, et en tout petits caractères, on apprend qu'il s'agit d'une conduite de gaz qui avait explosé.

Il faut riposter à ces campagnes de mensonge et de guerre par des campagnes de défense des Algériens par les travailleurs de France et par leurs organisations.

## Au sujet de la Fédération maghrebine

Le 6 mars, Bourguiba et Mohamed V simultanément prenaient une nouvelle fois position en faveur d'une communauté des pays nord-africains, liée à la France. Le FLN à plusieurs reprises, s'est prononcé pour une Fédération du Maghreb.

Mendès-France et Mitterrand, avec des nuances, ont également souhaité une communauté franco-maghrebine.

Cette idée, exprimée par des personnages représentant des intérêts si distincts et si opposés parfois recouvre en fait des pensées bien différentes.

L'aide de la bourgeoisie française représentée par les mendessistes, Mitterrand et ses amis, est consciente tout à la fois que les rapports actuels entre les capitalistes français et le peuple algérien doivent être modifiés et que, par ailleurs, l'occupation de l'Algérie depuis plus de cent ans a eu pour résultat de détruire et d'empêcher le développement d'une bourgeoisie proprement algérienne. La fédération franco-maghrebine est pour eux le moyen de suppléer à cette absence grâce aux bourgeoisies tunisienne et marocaine, faibles certes, mais néanmoins existantes. Il s'agit d'étendre à l'ensemble de l'Afrique du Nord la solution adoptée dans ces deux pays, c'est-à-dire un repartage des bénéfices de l'exploitation des travailleurs où l'essentiel resterait entre les mains des capitaux français. Les bourgeoisies locales ayant une certaine indépendance politique. Les bases militaires de la France et de l'OTAN, si importantes pour la stratégie impérialiste, demeurant. C'est là la solution au problème algérien proposée par la bourgeoisie, dite intelligente, par opposition à celle que Guy Mollet, orfèvre en la matière, appelle « la plus bête du monde ».

Elle n'a rien de propre à susciter l'enthousiasme du peuple algérien pour lequel il ne s'agit que d'un faux semblant.

La prise de position de Bourguiba et de Mohamed V, quant à elle, s'explique certes par la création de la République Arabe Unie et le désir de dévier les courants de sympathie qui existent parmi les masses nord-africaines pour le nouvel Etat. Mais pourquoi cette opposition de Tunis et de Rabat au régime du Caire ?

Il existe incontestablement dans le monde arabe, plus ou moins prononcé, un grand désir d'unité qu'explique la communauté d'histoire, de civilisation, de lutte, contre les impérialismes français et britannique. Mais l'unité avec le

Caire signifierait pour les faibles capitalistes tunisiens et marocains se trouver face à face avec la bourgeoisie la plus forte au Moyen-Orient et du monde arabe. A cela ils préfèrent la collaboration avec la bourgeoisie française.

Cependant cette collaboration leur crée déjà bien des difficultés, car loin de s'améliorer la situation des travailleurs des deux pays tend plutôt à se détériorer. Que les masses prennent conscience que leur exploitation demeure grâce à ceux qui se présentent comme leurs sauveurs, et l'équilibre actuel est remis en cause. Toute apparence de soumission — qui reste réelle — à l'impérialisme, pourrait donc être fatale à l'avenir des possédants tunisiens et marocains.

De plus, s'il n'est pas trouvé de compromis entre les capitalistes français et la Révolution algérienne, cette dernière, par son évolution, par l'absence de bourgeoisie, aura des exigences beaucoup plus importantes que les Bourguiba et autres ; elle posera les problèmes du socialisme et pas seulement pour l'Algérie.

C'est pourquoi tant à la fois les dirigeants de Tunisie et du Maroc se voient contraints d'accorder quelque soutien au peuple algérien et de rechercher simultanément à faire aboutir un compromis ne remettant pas en cause les petits profits de leurs bourgeoisies. C'est à ces raisons que répond leur proposition de communauté franco-maghrebine.

Mais il n'en reste pas moins que le mot d'ordre d'unité du Maghreb reste progressif. Car dès maintenant il favorise l'aide apportée par les peuples d'Afrique du Nord à l'Algérie et dans l'avenir il signifiera sans doute la fin de l'emprise colonialiste sur l'ensemble de l'Afrique du Nord. La révolution du peuple algérien a déjà fait dix fois plus que les rois et les combattants suprêmes pour l'indépendance du Maghreb ; par la voie de la fédération maghrebine, elle la conduira jusqu'au bout. L. C.

Le témoignage sur la Gestapo d'Algérie que chacun doit lire :

### LA QUESTION

d'Henri ALLEG

Ecrit dans la prison d'Alger.

Publié aux « Editions de Minuit »

Prix : 300 francs.